

## LA CONFÉRENCE DES BAILLEURS DE FONDS ET SON IMPACT SUR L'AGRICULTURE TOGOLAISE

---

**Kwami AGBEVE**

*Université de Lomé*

*Faculté des Sciences de l'Homme et de la Société*

### Introduction

L'agriculture extravertie fut l'un des piliers de la politique de mise en valeur des colonies. L'agriculture de nombre d'États sous la colonisation fut une agriculture de production des produits d'exportation et, les recherches et expérimentations pour l'amélioration des variétés culturales ont été concentrées dans le sous-secteur de la production d'exportation.

Au sortir des indépendances politiques, les jeunes États-nations naissants ont exprimé leur volonté de s'affranchir de cette ancienne donne et de reprendre en main leur économie en matérialisant leur vision dans plusieurs secteurs au rang desquels l'agriculture. D'une agriculture essentiellement exportatrice, l'on devrait aboutir à une agriculture de production des besoins locaux et de couverture de demande en matière premières des industries dans l'enfance.

Au Togo, à partir de 1958, les autorités du pays ont initié des programmes en vue de sortir de la donne coloniale et rattraper le retard des pays dits avancés. Ces initiatives ont connu des hauts et des bas avant de subir les effets de la restriction budgétaire consécutive à l'ajustement structurel des années 1980. L'un des points d'orgue de cet ajustement structurel fut la conférence des bailleurs de fonds de juin 1985 à Lomé. En quoi cette rencontre a-t-elle changé le visage de l'agriculture togolaise ?

Dans cet article, il s'agit de faire un tour d'horizon des différentes initiatives agricoles prises depuis l'accession à l'indépendance politique d'une part et d'autre part relever les différentes orientations données à l'agricole avec la conférence des bailleurs de fonds de juin 1985 sans oublier ses implications futures.

À travers une méthodologie propre aux historiens, la critique historique, nous avons collecté des données sur le terrain d'études. Avec la triangulation, nous avons confronté nos sources entre elles pour tirer de nos informations matière à

article. Dans un premier temps, de retracer le parcours du secteur agricole de la Jeunesse pionnière à la révolution verte au Togo ; dans un deuxième temps, élucider le contexte de changement de cap pour l'agriculture dans les années 1980 ; et dans un dernier temps relever les implications de cette conférence pour l'agriculture dans un contexte de lutte contre la pauvreté.

## **1. De la Jeunesse pionnière à la « révolution verte » au Togo: quelle place pour l'agriculture ?**

Les premières autorités togolaises ont eu à cœur la redynamisation du secteur agricole en la décolonisant. Cela est passé par une série d'initiatives.

### **1.1. L'indépendance politique et les premières tentatives de modernisation de l'agriculture**

L'agriculture était le socle de l'économie togolaise puisque la colonisation, se basant sur l'économie de traite et le principe de l'avantage comparatif (D. Ricardo, 1817), n'a pas développé le secteur secondaire au Togo tout comme dans d'autres colonies. Ce secteur économique, quoique prioritaire dans les politiques coloniales, ne fut pas développé dans l'intérêt des colonisés mais plutôt pour permettre le développement des produits du cru destinés aux usines occidentales. Avec l'indépendance politique, il fallait repenser ce secteur vital.

Plusieurs actions furent menées par les nouveaux pouvoirs publics togolais pour relever les défis d'une nouvelle agriculture socle du développement. La mécanisation de l'agriculture, la formation des cadres agricoles, la Jeunesse pionnière agricole (JPA), la lutte phytosanitaire sont entre autres actions menées par le régime de Sylvanus Olympio<sup>141</sup> qui devraient épouser cette vision du développement.

La modernisation de l'agriculture est une condition sine qua non pour l'augmentation de la production agricole. Elle passe par plusieurs voies dont celle de la mécanisation. Mécaniser les facteurs de production agricole et s'assurer de diminuer le ratio force physique -rendement qui n'avantageait pas le paysan. Pour Olympio, « la mécanisation agricole, qui vise à substituer la machine au travail manuel très long et très imparfait, gagne sûrement mais lentement la masse rurale. Grâce à elle, la terre sera beaucoup plus aimée, attirera vers elle la jeunesse

---

<sup>141</sup> Sylvanus Olympio fut le premier Président de la République togolaise. Il fut élu premier ministre en 1958 après plusieurs années de lutte contre la colonisation française au Togo. En 1961, il devint président de la République. Il fut assassiné le 13 janvier 1963 à cause de sa vision économique qu'il avait pour le Togo.

qui la fuit et le rendement sera beaucoup plus augmenté »<sup>142</sup>. Des efforts furent faits en équipement du monde rural, qu'ils soient dans le sens médium, l'attelage de la culture, ou dans la motorisation avec des motocultures. Cette mécanisation de l'agriculture s'est faite selon les régions et les spécificités du relief. La mécanisation et la modernisation y afférente ont d'ailleurs été envisagées comme des solutions au chômage tant est que les jeunes togolais ne s'intéressent plus aux travaux champêtres une fois leurs études primaires terminées. Ils préfèrent gonfler les chiffres des chômeurs dans les villes plutôt que de pratiquer des travaux champêtres les jugeant trop difficiles. Moderniser l'agriculture, c'est les attirer vers la terre selon les dire de Sylvanus Olympio<sup>143</sup>. L'après culture ne fut pas aussi abandonnée. À titre d'exemple, en 1961, 780 moulins à maïs, 172 motodécortiqueurs à café, 48 moto-concasseurs à palmiste, 6 motorâpes et 4 motodécortiqueurs d'arachide furent installés.

La lutte contre les maladies des plantes qui réduisent la production agricole fut également une priorité agricole. Pour H. Maman (2018, p. 143):

La lutte contre les maladies des plantes fut un combat acharné qu'a mené des recherches. En effet, en ce qui concerne le cocotier, il y avait depuis l'époque coloniale la maladie de Kaïncopé qui dévastait les plantations de cocoteraie. Mais dès 1960 la manière de combattre cette maladie va changer. Car le gouvernement s'était rendu compte qu'il fallait un travail en équipe pour une meilleure réussite de la recherche. Cette équipe devant se composer d'un virologue, d'un phytopathologiste, d'un entomologiste et d'un pédologue.

Cette lutte phytosanitaire visait à lutter contre les maladies des plantes pour accroître la production agricole.

S'agissant de l'initiative de la Jeunesse pionnière agricole, son « but est le développement économique du pays et l'élévation du niveau de vie de la masse paysanne » (D. Afidegnon, 2018, p. 91). Ce fut le fruit d'une coopération bilatérale entre l'État togolais et l'État israélien. Les activités de cette JPA étaient scindées en trois temps. Le premier fut celui des activités dans les écoles, le deuxième celui

---

<sup>142</sup> Sylvanus Olympio, allocution mensuelle du 25 août 1961, in T. Mally, *Discours prononcés par le président Sylvanus Olympio au cours de l'année 1961*, p. 31.

<sup>143</sup> « Nous avons décidé de prendre des mesures susceptibles de changer radicalement la physionomie des villages de l'intérieur, en les transformant progressivement en petites villes où il fera bon vivre et où l'on pourra procurer de l'emploi au travailleur agricole », Sylvanus Olympio, allocution mensuelle du 25 avril 1961, in T. Mally, *Discours prononcés par le président Sylvanus Olympio au cours de l'année 1961*, p. 9.

des activités dans les fermes agricoles préparatoires et la dernière fut celle de l'installation dans les villages agricoles. Si la première phase permettait aux pouvoirs publics d'amener les élèves à s'intéresser à la terre, la seconde phase quant à elle permettrait aux jeunes pionniers de renforcer leur formation agricole durant deux ans. À la suite de cette formation, ils seraient déployés dans les villages agricoles pour la phase de production.

Au-delà de cette initiative, une politique de spécialisation des zones de production agricole fut menée. Elle a permis la mise en œuvre des projets comme le Secteur de modernisation du Nord-Togo (SEMNORD), le secteur de modernisation de l'Est-mono entre autres.

Après l'assassinat de Sylvanus Olympio, des plans quinquennaux furent élaborés pour amener le pays au seuil du décollage économique à l'horizon 1985 avec une participation pleine et entière de l'agriculture. Au cours des deux premiers plans quinquennaux (1966 – 1970 et 1971 – 1975), l'agriculture était déclarée la priorité sans pourtant bénéficier d'une priorité budgétaire.

## **1.2. La « révolution verte », l'agriculture « priorité des priorités »**

La sécheresse des années 1970, influença négativement la production agricole au Togo. Pour lutter contre l'anémie de la production et remettre l'agriculture togolaise à nouveau sur les rails, il fut initié ce qu'on a pu appeler la « Révolution verte ». Elle visait deux objectifs centraux: la justice sociale et l'indépendance nationale.

La justice sociale (droits humains) visait:

- primo, à fournir des biens alimentaires en quantité et en qualité à tous les Togolais ;
- secundo à accroître les revenus du paysan de manière substantielle ;
- tertio à résorber le problème crucial du chômage.

Dans la recherche de l'indépendance nationale, la « Révolution verte », assurant les besoins alimentaires et fournissant de quoi exporter, la « révolution verte » mettrait alors les Togolais à l'abri de toute pression étrangère de nature à compromettre leur indépendance vis-à-vis du monde extérieur. Comme le disait le président Gnassingbé Eyadema: « La révolution verte doit nous (le pays) éviter d'être à la remorque des pays qui chercheraient à hypothéquer notre personnalité et notre dignité pour quelques bouchées de viande ou de pâtes ».

Pour y parvenir:

- la promotion d'une agriculture mécanisée ;
- l'utilisation de l'attelage ;
- l'intensification des recherches scientifiques agricoles ;
- la vulgarisation des intrants, la formation des jeunes ruraux ;
- le développement de l'élevage et de la pêche (H. Maman, 2018, p. 202).

Les moyens furent mis en œuvre pour atteindre des résultats probants. C'est ainsi que le parc de matériels modernes roulant était constitué au début de la révolution verte de: 332 tracteurs, 88 unités de transports, 48 unités de terrassement, 31 bulldozers, et plus de 1000 accessoires (hermes, charrues, semoirs ...) (A. Schwartz, cité par H. Maman, 2018, p. 202).

Production agricole en millier de tonnes								
Années	Tubercule et racine		Céréales			Légumineuses		Total
	Igname	Manioc	Maïs	Mil sorgho	Riz paddy	Haricot	Arachide	
1977	394,3	319,1	123,7	107,2	15,5	9,2	14,5	1 066,6
1978	497,7	321,5	138,7	109,5	17	12,5	17,8	1 164,0
1979	480,5	370,8	159,3	136,4	13	16,6	24,1	1 262,3
1980	499,5	332,5	168,4	137,5	14,7	15,1	24,5	1 236,4
1981	527,8	406,7	151	120,4	14,5	19,8	27,6	1 233,2
1982	471,5	972,1	150,9	136	16,3	26,2	17,6	1 185,4
1983	383,1	366,9	144,7	187,2	10	20,6	15,9	1 106,7
1984	341,9	345,2	221,8	195,2	17,8	33	23,1	1 277,2
1985	364,4	444,4	181,6	168,9	15,2	26	31,5	1 262,0

Source: H. Maman (2018), à partir des données de la DESA<sup>144</sup>, 1996.

Sur une période de huit ans, la production totale n'est passée que de 1 066 600 à 1 262 000 tonnes. Cela était en deçà des attentes vu les moyens mis à la disposition du secteur agricole. D'ailleurs la mécanisation de l'agriculture fut l'un des premiers échecs de cette « révolution verte ». Un an après la mise à disposition

<sup>144</sup> DESA: Direction des enquêtes et statistiques agricoles.

du matériel roulant, plus de la moitié des appareils était tombée en panne. La gestion des machines agricoles passa aux mains de plusieurs sociétés sans pour autant trouver la juste mesure de leur utilisation.

Pour D. K. Danklou (2006, p. 7), « Malheureusement, cette révolution qui avait pourtant bien démarré, a été un échec total. Cet échec qui est dû à l'incompétence des responsables corrompus et de moindre scrupule qui avaient dirigé ladite révolution. Cet échec explique d'ailleurs l'état actuel, peu enviable, de l'agriculture togolaise caractérisée par des techniques culturelles " dépassées " et inefficaces. »

Une nouvelle donne se présenta à l'agriculture togolaise avec la crise économique mondiale de la fin des années 1970.

## **2. La faillite de l'État et la mise entre parenthèse de la modernisation de l'agriculture à l'heure de la conférence des bailleurs de fonds**

À la suite d'investissements hasardeux, le Togo se retrouva dans une situation d'insolvabilité à partir de la moitié des années 1970. Pour y sortir, les pouvoirs publics firent appel aux institutions de Brettons Woods qui imposèrent une cure d'austérité au pays.

### **2.1. La crise des années 1970/1980 et la nouvelle donne économique au Togo**

Au tournant de la mi- décennie 1970, avec l'embellie des cours des matières premières, les pouvoirs publics togolais se sont lancés dans un vaste programme d'investissement dans ce qu'on a pu appeler « la politique des grands travaux ». Ces investissements parfois sans études réelle de marché vont constituer un peu plus tard un boulet pour les finances de l'État pour deux raisons majeures: la première est liée au coût de l'importation du matériel indispensable à la concrétisation de ses investissements (machines, matériaux de construction, etc.) et la seconde est liée au coût important de leur fonctionnement (dépenses de maintenance, importation de main d'œuvre qualifiée, problèmes de trésorerie surtout dans les industries, etc.).

Au-delà de cette politique économique contre-productive, s'ajoutaient un problème de gouvernance. La corruption, le détournement des deniers publics régnaient en maître. À cela, G. Labarthe ajoutait « la surfacturation systématique des projets *qui* permettait en effet de dégager une marge importante: des « primes » d'environ 10% étaient ainsi versées aux intermédiaires et responsables togolais contre l'obtention de marchés pour les firmes occidentales » (G. Labarthe,

2005, p. 100). Ces agissements auraient accru la fortune personnelle de certains premiers responsables du pays et constituait un boulet pour l'économie nationale. La fortune personnelle du chef de l'État, à titre d'exemple, était évaluée à 90 milliards de F CFA en 1979 (G. Labarthe, 2005, p. 100) alors que le budget général du pays pour la même année était de 62,598 milliards. Le constat est plus alarmant si on se fie aux déclarations du 12 août 1992 de Mba Kabasséma, ex-directeur de l'Office togolais des phosphates (OTP), reportées par G. Labarthes (2005, p. 100). Il est ainsi fait cas de l'existence d'une caisse noire à l'OTP qui servait à enrichir deux personnes clefs du régime, Eyadema et son conseiller économique Maurice Assor. C'est ainsi qu'environ un tiers de recettes du phosphates serait détournés par ces derniers. Enfin, l'animation politique<sup>145</sup> et ses dépenses non-productives ont pesé de leur poids sur la faillite de l'État. Pour certains observateurs, les achats non réglés de tissus pour les animateurs serait l'une des causes majeures de la faillite de l'usine textile de Datcha.

En somme, des choix non opportuns à la mauvaise gouvernance, les pouvoirs publics avaient concocté un cocktail explosif à la base de l'entrée du pays en récession et du coup en ajustement structurel. La gestion de l'État ou du moins la vie économique au Togo était devenu un véritable marais où pataugeaient corruption, pillage de deniers publics, utilisation incohérente des deniers publics, incohérence entre les politiques sectorielles, incompatibilité entre la vision globale et les réalisations de terrain.

Cette gestion approximative des finances publiques a plongé le Togo dans une grave crise économique qui entraîna l'intervention du milieu financier international directement dans la vie économique par le truchement de politiques de restriction budgétaire. Cette restriction budgétaire toucha tous les secteurs y compris celui de l'agriculture.

---

<sup>145</sup> Dans les années 1970, un élan de retour aux sources copié du Zaïre (Aujourd'hui République démocratique de Congo RDC) engendra ce qu'on a pu appeler l'animation politique. Cela devrait concourir à la valorisation de la culture locale et impulser le développement mais il se transforma vite en un culte de la personnalité dans lequel le général Gnassingbé Eyadema était le centre de toutes les attentions.

## 2.2. La réorientation de l'agriculture avec la conférence des bailleurs de fonds

L'agriculture était déclarée « priorité des priorités » au cours des plans quinquennaux même si elle n'était pas le plus financé des secteurs de la vie socio-économique de l'époque. Elle a néanmoins bénéficié d'une attention particulière surtout avec ce qu'on a pu appeler la « révolution verte ». Trois volets essentiels étaient retenus pour la nouvelle action rurale. Il s'agit des actions en amont de la production, de la production elle-même et des actions en aval.

### Les actions en amont

Les actions en amonts tournaient autour de la formation agricole, de la mobilisation des ressources en sols, techniques, humaines, financières et des intrants pour un résultat optimal.

La formation agricole était scindée en deux volets: la formation des techniciens assurée par l'INFA de Tové et l'ESA de l'Université du Bénin et la formation sur le tas sous forme de stages de recyclage pour les encadreurs et chefs de sous-secteurs. Si la formation à l'INFA de Tové remonte aux années coloniales, et réorientée avec les nouveaux enjeux agricoles du Togo indépendant à partir des années 1960, cette fois-ci, « à l'horizon 1992, la formation dispensée à l'institut sera axée vers l'utilisation des techniques modernes de production en vue d'une meilleure productivité (rentabilité) »<sup>146</sup>. S'agissant de la formation sur le tas, elle est orientée selon la spécificité de chaque région agricole. Chapeautée par les DRDR, avec le soutien de toutes les autres structures intervenant dans le secteur rural, cette forme de formation s'intéresse l'ensemble des techniques et disciplines appelées à dynamiser le développement rural, la culture attelée, l'organisation et l'octroi du crédit agricole. Cette formation devait former les agents d'encadrement qui devaient à leur tour former les paysans, éviter le double-emploi (source de gaspillage) et éviter les conflits de compétences. Aussi, une fois formés, les jeunes ne devaient pas être déployés non loin de leur milieu de vie pour éviter des problèmes d'adaptation. Enfin, un accent devait être mis sur la formation des jeunes filles.<sup>147</sup>

---

<sup>146</sup> République togolaise, 1985, *Conférence des bailleurs de fonds pour le développement du Togo*, Volume I « situation et perspectives de développement (1985 - 1990) », p. 121.

<sup>147</sup> République togolaise, 1985, *Conférence des bailleurs de fonds pour le développement du Togo*, Volume I « situation et perspectives de développement (1985 - 1990) », p. 121 - 122.



Les ressources en terre disponibles ne sont exploitées qu'à hauteur de 10%. La terre ne manque pas ; c'est sa mise en valeur qui était au cœur des préoccupations. Pour y parvenir, la culture attelée était encouragée au détriment de la culture mécanique. Les bovins devaient être fournis par le centre d'élevage d'Avetonou, le ranch d'Adélé et le ranch de Namiélé. La culture mécanique ne serait autorisée qu'à condition que sa rentabilité soit établie<sup>148</sup>. Cet état de fait n'est pas étonnant si on se réfère au coup financier des machines agricoles achetées par les pouvoirs publics dans le cadre de la révolution verte mais dont la gestion a été catastrophique. Sur une année agricole, près de la moitié des engins agricoles étaient immobilisée pour panne sans possibilité de réparation de la part des techniciens togolais puisque le transfert de technologie n'a pas suivi l'achat de ces derniers. Ainsi, cette tentative de modernisation agricole a été plus un gâchis budgétaire que rentable pour le secteur rural. Tout est fait, dans ce contexte de crise de la dette, pour que l'État ne gaspille pas ses ressources dans des investissements non-fructueux mais ici, la question est de savoir c'est la mécanisation qui est inopportune ou c'est la gestion des machines qui a *beugué*. Le plus judicieux serait de moderniser la gestion des machines que de faire un pas en arrière sur le chemin de la modernisation de l'agriculture.

S'agissant du capital humain, le pays en disposait en quantité puisque plus de 70% de la population active était agricole. Il était question ici de regrouper ce capital humain en coopératives comme de par le passé. Pour les ressources financières, l'ancienne donne qui se basait sur les crédits de la CNCA de façon « du haut vers le bas » devait être remplacée par un système qui se fonde sur les ressources dont dispose réellement les paysans. Aucun paysan n'a le droit d'emprunter de l'argent ou d'investir dans un projet agricole s'il n'a la certitude de rembourser son emprunt. Cet avertissement du rapport de la conférence des bailleurs de fonds en dit long:

Un paysan ne peut pratiquer la culture attelée que lorsque son revenu attendu, est susceptible de lui permettre de payer sa dette. Un paysan qui ne maîtrise pas encore les techniques les plus élémentaires susceptibles de valoriser l'utilisation des engrais ne doit pas s'endetter pour acquérir les mêmes engrais.<sup>149</sup>

---

<sup>148</sup> République togolaise, 1985, *Conférence des bailleurs de fonds pour le développement du Togo*, Volume I «situation et perspectives de développement (1985 - 1990)», p. 122.

<sup>149</sup> République togolaise, 1985, *Conférence des bailleurs de fonds pour le développement du Togo*, Volume I «situation et perspectives de développement (1985 - 1990)», p. 125.

Si cet avertissement peut sembler normal, il ne faut pas perdre de vue que le monde rural tout comme les autres secteurs de l'économie constitue un investissement et le risque est la clef de fonctionnement. Pour le développement de l'agriculture, il ne serait pas judicieux de poser des handicaps mais plutôt de former les paysans aux nouvelles exigences du monde rural. Du matériel agricole fut ainsi abandonné dans les champs et dans des centres de recherche.

Photos 1, 2, 3 et 4: Matériels agricoles abandonnés au Ferme semencière de Sotouboua





Source: H. Maman, photos prises en 2015.

Photo n°5: Silo de stockage abandonné à Notsè



Source: K. Agbeve, photo prise en août 2019.

Enfin, les intrants agricoles comme les engrais, les produits phytosanitaires et les semences devaient subir une réglementation pour une optimisation de la production.

### La production agricole

La nouvelle donne agricole fait de la production non « une fin en soi mais plutôt un moyen d'accroître le revenu du paysan et par voie de conséquence son mieux-être »<sup>150</sup>. Aussi, les pouvoirs publics devaient se désengager au profit des Organisations non gouvernementales dans l'accompagnement des paysans car « la souplesse d'intervention (de ces dernières) permet d'appuyer plus efficacement ce type d'action »<sup>151</sup>. Parler de la production ici revient à évoquer les productions animales, les productions vivrières, les productions de rente et les productions

---

<sup>150</sup> République togolaise, 1985, *Conférence des bailleurs de fonds pour le développement du Togo*, Volume I «situation et perspectives de développement (1985 - 1990)», p. 125.

<sup>151</sup> République togolaise, 1985, *Conférence des bailleurs de fonds pour le développement du Togo*, Volume I «situation et perspectives de développement (1985 - 1990)», p. 125.

forestières. L'initiative privée devait être encouragée et soutenue par les ONG et il ne revenait à l'État que le rôle d'aménagement des infrastructures de base.

### **Les actions en aval**

Pour nombre d'observateurs, l'ajustement structurel ne fut qu'un moyen pour le monde des finances occidental de maintenir le Sud comme fournisseur de matières premières et le Nord comme fournisseur de produits finis. Cette assertion peut se vérifier dans la nouvelle utilisation faite de la production agricole dans le cadre de ce programme au Togo. En effet, pour les bailleurs de fonds, en aval de la production, « les deux éléments importants sont représentés par le stockage et la commercialisation dont l'amélioration constitue un moyen puissant d'élever le revenu du paysan »<sup>152</sup>. S'il est vrai que la commercialisation des produits agricoles constitue une source de revenu pour le paysan et qu'en cas d'augmentation de la production, l'incidence immédiate serait l'accroissement de ces revenus, le plus étonnant dans ces actions post-production est l'absence de tout esprit de transformation des produits au profit de leur commercialisation brute. Cette commercialisation ne se ferait pas seulement sur le marché national mais également et davantage sur le marché international (surtout pour les produits de rente) sans aucune possibilité de dégager de la valeur ajoutée sur cette production. Pour inciter les paysans à produire plus, une politique d'incitation par augmentation des prix devait être entreprise par les pouvoirs publics sans pour autant diminuer les revenus de l'État.

Ces mesures devraient conduire selon les bailleurs de fonds à l'augmentation des quantités commercialisées, à la hausse du revenu du producteur et au transfert des activités de stockage et de redistribution en milieu paysan.<sup>153</sup>

### **3. Les défis de l'agriculture à l'heure de la lutte contre la pauvreté**

Après le presque abandon de l'agriculture au cours de l'ajustement structurel, la pauvreté est devenu un phénomène inquiétant. Pour en sortir, une nouvelle dynamique devrait être imprimée à l'agriculture.

---

<sup>152</sup> République togolaise, 1985, *Conférence des bailleurs de fonds pour le développement du Togo*, Volume I «situation et perspectives de développement (1985 - 1990)», p. 130.

<sup>153</sup> République togolaise, 1985, *Conférence des bailleurs de fonds pour le développement du Togo*, Volume I «situation et perspectives de développement (1985 - 1990)», p. 131.

### 3.1. La stratégie d'amélioration de la productivité et des productions vivrières

Les produits vivriers du cru étant la première source d'alimentation de la population, la lutte contre la pauvreté les avait ainsi mis en priorité pour sortir la population togolaise et surtout rurale de l'extrême pauvreté. L'objectif primordial était l'accroissement à un rythme supérieur de la production vivrière à celui de la population elle-même. L'extrême pauvreté dans le monde rural entraînant la survie d'une agriculture dite traditionnelle avec peu d'utilisation de capital technique et d'intrants modernes nuit à la productivité et de facto à l'accroissement de la production agricole. Ainsi, lutter contre cette extrême pauvreté revenait à enlever l'une des pierres d'achoppement de la production agricole. L'amélioration des conditions de travail dans le monde paysan dans le cadre de la lutte contre la pauvreté produirait ainsi un effet boomerang sur la pauvreté dans le monde rural et partant du Togo en général.

Pour les pouvoirs publics, il était impératif d'améliorer la productivité de l'ensemble et permettre l'amélioration des revenus, de la capacité d'épargne des agriculteurs et accroître la contribution du secteur à l'économie nationale. Pour ce faire, les actions devraient toucher la productivité, la production agricole, la commercialisation et la transformation tout en favorisant la diversification. Les actions à mener dans le sous-secteur de la production vivrière suivraient ainsi deux voies essentielles. La première est l'accroissement de la productivité du travail et les rendements à l'hectare par l'intensification. Celle-ci passerait par l'accroissement de l'utilisation des intrants modernes, l'introduction de la culture attelée et l'amélioration des variétés. Ici, les points à prendre essentiellement en compte sont la maîtrise de l'eau, la protection des sols et la reconstitution de la fertilité des sols. La seconde voie, quant à elle, consisterait à accélérer la diversification des cultures avec un niveau de technologie sensiblement équivalent à celui en vigueur à travers la mise en place d'infrastructures avec l'appui de l'État. Ces infrastructures sont les routes, les pistes, l'aménagement hydro-agricoles et les bas-fonds. En matière de maîtrise des techniques, l'accent fut mis sur cinq points essentiels. Il s'agit *primo*, d'une réallocation des ressources financières de l'État à l'appui technique en recherche, formation, encadrement des secteurs productifs vivriers ; *secundo*, une amélioration de la formation de base et de la technique des producteurs ; *tertio*, un renforcement de l'alphabétisation fonctionnelle ; *quarto*, le support à l'organisation professionnelle des producteurs par branches et sous-

branches de production d'une part et la mise en place de systèmes de crédit adaptés à la faible capacité d'endettement des producteurs constitueront des axes stratégiques majeurs dans le secteur du vivrier d'autre part ; et *quinto*, les efforts de diversification dans le secteur vivrier porteront sur les produits fruitiers et les productions de contre-saison.<sup>154</sup> Ces orientations devaient amener le pays à l'auto-suffisance alimentaire et permettre à la population surtout vulnérable de subvenir à ses besoins alimentaires, une condition *sine qua non* de sortie de pauvreté. De ce projet d'accroissement de la production vivrière, l'on remarque l'amont et l'aval de la production sont pris en compte. Mais dans la réalisation de ces objectifs, l'on peut remarquer que le Togo était en pleine liquidation de ses joyaux industriels et qu'il n'y a pas un projet de fabrication en interne des intrants agricoles surtout de l'engrais malgré la disponibilité du phosphate et son exploitation. Cette intensification de l'utilisation des intrants et partant de l'engrais, va accroître la dépendance du Togo de l'extérieur or ce fut le nœud gordien du mal togolais. Aussi, la modernisation de l'agriculture togolaise est passée de la mécanisation à l'époque de la révolution verte à la culture attelée. Ce qui a consisté une régression qu'on peut sans nul doute imputer à l'ajustement structurel.

### **3.2. L'amélioration de la productivité des produits d'exportation: café, cacao et coton**

Le PNLP est parti d'un constat de morosité ambiante dans ces trois filières d'exportation. Ce constat indexe surtout le statut de quasi-monopole de la Société togolaise de commercialisation des produits (STCP) qui impose ses prix et réduit la marge bénéficiaire des producteurs et du coût de fonctionnement trop élevé de l'Office des produits agricoles du Togo (OPAT).<sup>155</sup> Ainsi, les 35 000 planteurs environ de café exploitants 24 500 hectares, les 4 000 planteurs de cacao exploitant environ 2 000 hectares et les planteurs de coton ayant contribué à

---

<sup>154</sup> Ministère du plan et de l'aménagement du territoire, Programme des Nations Unies pour le développement, 1995, *Avant-projet de programme national de lutte contre la pauvreté (PNLP)*, p. 18 et 19.

<sup>155</sup> Ministère du plan et de l'aménagement du territoire, Programme des Nations Unies pour le développement, 1995, *Avant-projet de programme national de lutte contre la pauvreté (PNLP)*, p.19.

la croissance de près de 12% de la production du coton<sup>156</sup> n'ont pas été les premiers bénéficiaires de leurs exploitations. Comme souligné dans les conséquences des PAS, le monde paysan a payé un très lourd tribut de la mise sous ajustement du pays. Les prix d'achat des produits d'exportation étaient largement en deçà des prix mondiaux. Ce qui n'a pas permis à ces derniers de bénéficier du fruit de leur investissement comme cela devrait être.

Partant de ce constat, le PNLP proposait une adaptation à l'embellie du marché mondial pour éviter la dégradation et réhabiliter les cacaoyères. Ainsi, pour les cafiers, il s'agissait de rajeunir les plantations et d'ouvrir de nouvelles pistes d'accès permettant l'extension des surfaces. Dans les cacaoyères, la tâche était la *re-densification* et la régénération des plantations et la modification du matériel végétal.

Sur la collecte et commercialisation des produits, dans la filière cotonnière, la décision fut déjà prise de passer de l'OPAT à la Société togolaise du coton (SO-TOCO) pour la commercialisation des produits. C'est ainsi que, pour les deux autres filières, le PNLP proposa une réorganisation de l'OPAT en vue de réduire ses coûts de fonctionnement pour faciliter la tâche aux paysans, l'octroi de statut d'acheteurs agréés aux Groupements agricoles villageois (GAV) pour améliorer la concurrence et faire baisser les coûts de commercialisation<sup>157</sup>.

### **3.3. L'amélioration de la productivité et de la production dans le secteur animalier**

La satisfaction des besoins en protéine de la population en production locale fut un impératif vu le niveau de pauvreté monétaire de la population qui ne pouvait lui permettre de s'offrir le luxe de compléments importés accroissant de facto la dépendance du pays, et surtout dans un contexte où seule 58% de la demande nationale était satisfaite par la production locale. La production locale était le fait des agriculteurs. Le système moderne d'élevage "ranching" était conduit dans le cadre d'établissements *para-publics*. Trois établissements de ce genre existaient

---

<sup>156</sup> Ministère du plan et de l'aménagement du territoire, Programme des Nations Unies pour le développement, 1995, *Avant-projet de programme national de lutte contre la pauvreté (PNLP)*, p. 19 et 20.

<sup>157</sup> Ministère du plan et de l'aménagement du territoire, Programme des Nations Unies pour le développement, 1995, *Avant-projet de programme national de lutte contre la pauvreté (PNLP)*, p. 20.



mais un seul était rentable dans sa gestion.<sup>158</sup> Les maux dont souffrait le secteur de l'élevage au Togo étaient entre autres la persistance des maladies comme la maladie de Newcastle, la peste de petits ruminants, la trypanosomiase animale, l'insuffisance de personnel qualifié, le manque de structures d'appui vétérinaire et le manque d'investissements.

Pour pallier ces manquements et amener le secteur à participer à l'action globale de lutte contre la pauvreté, le PNLP a assigné à celui-ci un rôle de fournisseur de protéines avec des actions en deux volets: la stratégie prioritaire et l'intervention stratégique à court et à moyen terme pour améliorer la production bovine.

Les actions prioritaires consistaient en:

- la promotion et le soutien à l'élevage des espèces de cycle courts, en particulier dans les zones où les revenus de l'agriculture sont les plus faibles. C'est ainsi que l'élevage des ovins fut vivement conseillé pour la région maritime et celle des plateaux. S'agissant de la région de la Kara où le revenu par habitant est très faible, l'élevage de petits ruminants en particulier les moutons fut la priorité avec un système accru de pâturage ;
- la promotion et l'amélioration de la production avicole transitionnelle avec la mise en vente des variétés de poules améliorées, de vaccins spécifiques contre les maladies avicoles les plus répandues ;
- l'élaboration de paquets technologiques bon marché pour ce sous-secteur et la mise en place de groupements capables de mobiliser l'épargne locale exclusivement pour l'acquisition de ces paquets technologiques ;
- et le développement du potentiel fourrager.

L'intervention stratégique à court et à moyen terme pour améliorer la production bovine quant à elle tournerait autour de:

- l'organisation professionnelle des éleveurs et des agriculteurs/éleveurs ;
- l'amélioration des races ;
- le développement fourrager ;

---

<sup>158</sup> Ministère du plan et de l'aménagement du territoire, Programme des Nations Unies pour le développement, 1995, *Avant-projet de programme national de lutte contre la pauvreté (PNLP)*, p. 21.

- la mise en place de formes de crédits accessibles.<sup>159</sup>

Ce programme d'amélioration de la production et de la productivité animale répondait à deux impératifs : l'amélioration des revenus des paysans les plus pauvres et la satisfaction des besoins en protéine animale du marché nationale. Il prend en compte l'organisation et la professionnalisation de producteurs, l'amélioration des races d'animaux, la mobilisation de l'épargne et l'accord de crédits, et la lutte contre les maladies qui handicapaient la production. L'un des fondements de ce programme qui pourrait le rendre pérenne est la mobilisation de l'épargne locale pour le refinancement des actions d'élevage. Le financement de l'agriculture au niveau étatique avait déjà montré ses limites dans le cadre de la CNCA notamment en financement de petites exploitations. Cette mobilisation de l'épargne interne à travers les groupements permettrait ainsi aux éleveurs de disposer d'une certaine autonomie de financement de leurs activités futures.

Pour accompagner cette action dans le secteur de l'élevage, des progrès devraient être faits également dans le sous-secteur de la pêche. Pour ce faire, l'on devrait passer par :

- des efforts renouvelés pour négocier l'obtention de permis de pêche dans les eaux des pays de la sous-région ;
  - l'amélioration de l'organisation de l'armement de pêche ;
  - l'organisation de la pêche fluviale, lagunaire et au niveau des barrages et retenus d'eau ;
  - l'investissement dans le matériel de pêche moderne, le stockage et le traitement du poisson ;
  - une formation adéquate des pêcheurs.<sup>160</sup>

Certes, cette projection est louable, mais il ne faut pas perdre de vue que l'une des premières sociétés à être liquidée en début d'ajustement structurel fut la société togolaise de pêche. Une modernisation fut certes prévue mais le cadre institutionnel et l'absence des pouvoirs publics dans ce secteur laisseraient ainsi une

---

<sup>159</sup> Ministère du plan et de l'aménagement du territoire, Programme des Nations Unies pour le développement, 1995, *Avant-projet de programme national de lutte contre la pauvreté (PNLP)*, p. 21 et 22.

<sup>160</sup> Ministère du plan et de l'aménagement du territoire, Programme des Nations Unies pour le développement, 1995, *Avant-projet de programme national de lutte contre la pauvreté (PNLP)*, p. 22.

marge de manœuvre aux grands groupes étrangers. Ces derniers pourraient satisfaire les besoins de la population en produits halieutique mais créeraient de facto une autre forme de dépendance et leur action directe sur la pauvreté, ici, est limitée.

Dans l'optique de l'amélioration de la production et de la productivité agricole pour lutter contre la pauvreté, des actions complémentaires comme la préservation des ressources naturelles et l'organisation du monde rural qui passe par l'encadrement des crédits agricoles et le règlement des litiges fonciers furent également prévues. Les secteurs sociaux ne furent pas en marge des efforts prévus dans le cadre du PNLP.

## **Conclusion**

In fine, l'agriculture togolaise, après les premières hésitations post-indépendance, prit un véritable élan dans les années 1970 avec la « révolution verte ». Mais les résultats peu encourageants et la crise économique ont contraint les pouvoirs publics à se plier aux injonctions du milieu financier international qui donna une autre orientation aux secteurs économiques et sociaux pour permettre au Togo de continuer par bénéficier des prêts internationaux. Cette orientation fut entérinée par les décisions de la conférence des bailleurs de fonds de juin 1985 à Lomé et impacta négativement l'agriculture togolaise.

Le désengagement des pouvoirs publics des secteurs économiques y compris l'agriculture, pris par les institutions de Bretton Woods et confirmé à Lomé entraîna le presque abandon de la modernisation de l'agriculture. Sur le court terme, le matériel agricole et les installations des centres d'expérimentation sont devenus vétustes. Sur le long terme, cet abandon de la modernisation de l'agriculture accrut la paupérisation de la population surtout rurale. C'est ainsi que dans le processus de lutte contre la pauvreté, une nouvelle tentative de redressement de l'agriculture fut initiée.

## Pour aller plus loin

- AFIDEGNON Dan, 2018, L'épopée du nationalisme togolais (Quelques faits historiques indéniables), Lomé, Éditions Bénies.
- DANKLOU Dodji Kossi, 2006, *L'agriculture du Togo: aspects généraux*, institut supérieur d'agronomie, Lille, France.
- AGBEVE Kwami, 2011, *Planification socio-économique et politique agricole au Togo*, mémoire pour l'obtention de Maitrise es sciences humaines option Histoire, Université de Lomé.
- LABARTHE Gilles, 2015, *Le Togo, de l'esclavage au libéralisme mafieux*, Paris, Agone.
- MALLY Théophile, sd, *Discours prononcés par le président Sylvanus Olympio au cours de l'année 1961*.
- MAMAN Halarou, 2019, *Politiques agricoles et sécurité alimentaire au Togo: De la fin de la colonisation à 2012*, thèse de doctorat unique en histoire, Université de Lomé.
- Ministère du plan et de l'aménagement du territoire, Programme des Nations Unies pour le développement, 1995, *Avant-projet de programme national de lutte contre la pauvreté (PNLP)*, p. 21 et 22.
- Ministère du plan et de l'industrie/Direction générale du plan et du développement, 1987, *20 ans d'efforts de planification pour le développement du Togo. Méthodologie-Évolution macro-économique-Bilan physique-Bilan financier*, Lomé.
- République togolaise, 1985, *Conférence des bailleurs de fonds pour le développement du Togo*, Volume I « situation et perspectives de développement (1985 - 1990) », Lomé.
- SCHWARTZ Alfred, 1984, « Quatre plans quinquennaux de développement au Togo (1966-1985). Les politiques sectorielles, mythes et réalités », in *Les villes en Afrique: leur rôle et leur fonction dans le développement national et régional. Le Togo*, Convention AC A/ORSTOM, p. 71 – 90.